UNHCR
The UN Refugee Agency

© UNHCR/Federic Noy

VIVRE, APPRENDRE & PARTICIPER

AMÉLIORER L'ACCÈS AUX OPPORTUNITÉS DE PROTECTION, D'ÉDUCATION ET DE MOYENS DE SUBSISTANCE, ET RENFORCER LES SYSTÈMES NATIONAUX DE PROTECTION POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES EN MOUVEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE (2021-2023)

PHOTO DE COUVERTURE: Des filles réfugiées en train de jouer dans le camp de Djabal, dans l'est du Tchad.
@ UNHCR/Federic Noy

PHOTO AU VERSO: Trois jeunes femmes attendent au bord de la route à Gao, au Mali, au crépuscule, à quelques mètres du site d'un attentat terroriste survenu un an auparavant.
@ UNHCR/Mark Henley

Les garde-côtes espagnols interceptent un bateau de pêche traditionnel avec des Africains Sub-Sahariens traversant vers l'Espagne au large des îles Canaries

© UNHCR/Arturo Rodríguez

STATISTIQUES ET CHIFFRES/CLES – MOUVEMENT MIXTE & PROTECTION DE L'ENFANCE EN AFRIQUE CENTRALE & DE L'OUEST

Au moins

1 825

personnes sont présumées être mortes le long des routes terrestres de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest vers la Libye et l'Égypte entre 2018 et Octobre 2020[1]

25% l'augmentation du nombre de personnes relevant de la compétence du HCR dans la région de l'Afrique Centrale et de l'Ouest en 2020

230

cas documentés de recrutement d'enfants au Mali au cours du premier semestre 2020, plus que l'ensemble des cas documentés durant toute l'année 2019 et le double des cas documentés durant 2018.[3]

58%

des familles déplacées interrogées dans le cadre du projet de suivi de la protection au Sahel ont indiqué que leurs enfants ne fréquentaient pas régulièrement l'école[2]

23 023

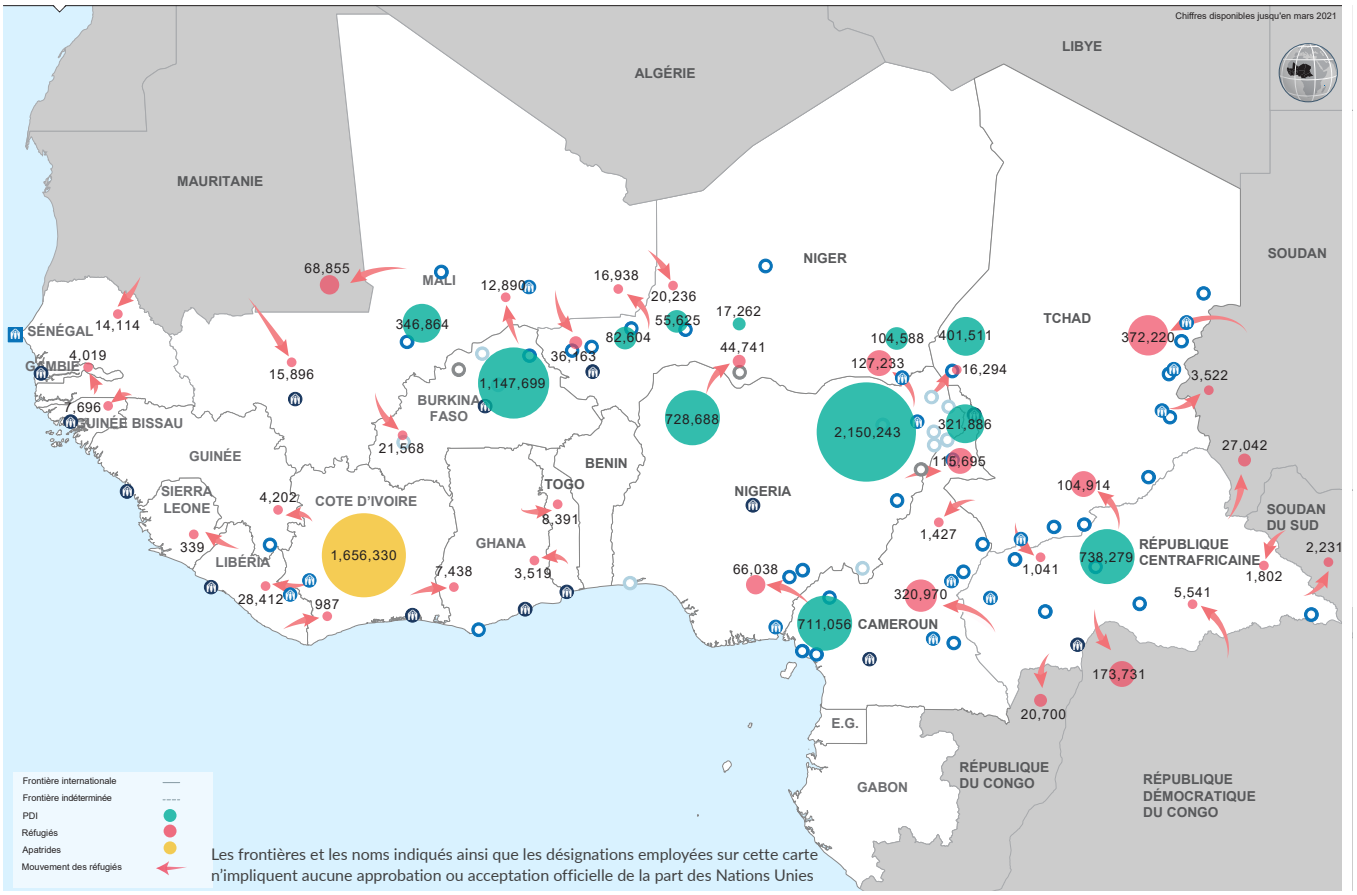
arrivées aux îles Canaries, Espagne, en 2020, ce qui représente une augmentation de **753%** par rapport à la même période de 2019

54% des personnes interrogées dans le cadre du projet de suivi de la protection au Sahel ont indiqué que le travail forcé (32%) ou le mariage précoce des enfants (22%) étaient les risques de protection les plus courants dans leur communauté[4]

CONTEXTE

AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE: PRINCIPAUX RÉFUGIÉS, IDPs ET APATRIQUES

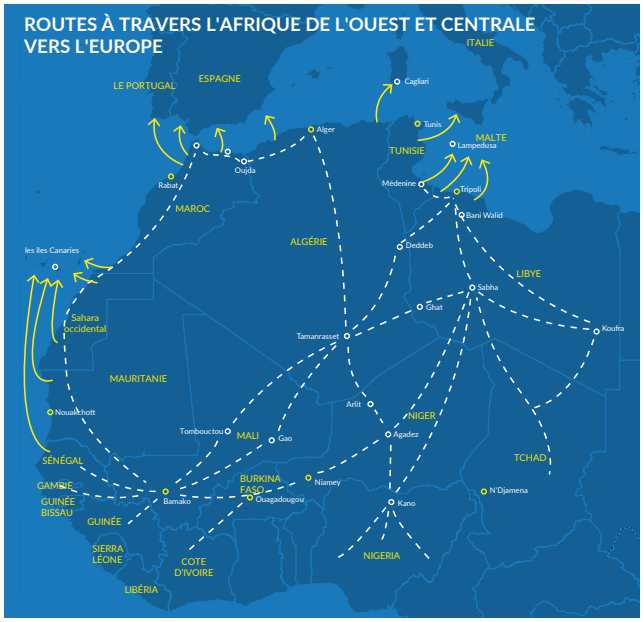
au 31 Mars 2021



Contexte

Des milliers de réfugiés et de migrants quittent leur domicile ou leur pays d'origine et entreprennent des voyages dangereux à travers la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, cherchant à atteindre d'autres pays de la région, l'Afrique du Nord ou l'Europe. Ce faisant, ils risquent leur vie et mettent en péril leur sécurité physique et leur dignité en tombant entre les mains des trafiquants et des passeurs, et sont exposés à des exécutions extrajudiciaires, à la violence sexuelle, à la torture, à la détention arbitraire et prolongée, à la famine, à l'extorsion, abandonnés et condamnés à une mort certaine dans le désert ou voués au travail forcé et à l'exploitation.

La région de l'Afrique centrale et de l'Ouest abrite actuellement 11.3 millions de personnes relevant de la compétence du HCR.[5] Ce qui représente une augmentation de 23% par rapport au début de l'année 2020, principalement en raison de la recrudescence des déplacements dans la région centrale du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger). Les autres principaux facteurs de déplacement dans la région sont la crise du bassin du lac Tchad, l'instabilité persistante en République centrafricaine, la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun et le conflit du Darfour, induisant un afflux



de réfugiés soudanais au Tchad. En outre, la région accueille plusieurs populations de réfugiés plus petites, souvent dans des situations prolongées, ainsi qu'un petit nombre de cas individuels nécessitant une protection internationale en raison de facteurs tels que l'affiliation politique ou l'appartenance à un groupe social particulier.

L'instabilité généralisée dans la région est également à la base de mouvements fluides, volatils et interconnectés. Environnements politiques et sécuritaires incertains, conflits armés, couplés à des problèmes / enjeux environnementaux (sécheresses, désertification, déforestation, érosion côtière et inondations) et au manque d'opportunités économiques provoquent différentes formes de déplacement qui caractérisent la région comme étant une zone fortement marquée par une grande mobilité humaine.

Les déplacements motivés par des facteurs socio-économiques ont longtemps été au centre du débat public, tandis que la présence de personnes ayant besoin d'une protection internationale dans les situations de mouvements mixtes a été historiquement moins visible en raison notamment d'un manque de données fiables. Depuis 2015, cependant, le suivi et la recherche ont considérablement augmenté, conduisant à une plus large reconnaissance de la composante de déplacement forcé parmi les mouvements mixtes dans la région.[6] De plus, l'aggravation du conflit au Sahel a non seulement conduit à des déplacements internes massifs et à des flux de réfugiés, mais a également menacé l'espace d'asile global dans la région. Combiné au risque de débordement de conflit en direction des pays côtiers, cet état des faits est susceptible d'alimenter de nouveaux déplacements forcés à l'intérieur et au-delà de la région au cours des années à venir. Les données sur les déplacements liés aux conflits montrent que bon nombre des principaux pays émetteurs de réfugiés abritent également le plus grand nombre de déplacés internes (par exemple, au Mali). Les PDI peuvent devenir des réfugiés ou des migrants, et les réfugiés qui retournent dans leur pays d'origine risquent de redevenir des déplacés internes si leur retour est prématuré, non préparé ou involontaire, ou lorsqu'ils retournent dans des conditions inadéquates (insécurité, abri inexistant, moyens de subsistance manquants, dignité). En Afrique de l'Ouest, le mouvement des migrants et des populations déplacées, y compris les personnes intérieurement déplacées, les réfugiés et les demandeurs d'asile, les rapatriés (réfugiés et PDI), est interconnecté, et leur trajectoire géographique est souvent déterminée par la fluidité de leurs statut juridique vis-à-vis de la législation internationale et de la capacité de protection.

Enfants et jeunes jetés sur la route

Les pays de la région sont à la fois des pays d'origine, de transit et de destination, en particulier pour les enfants et les jeunes en déplacement. Les conflits et l'instabilité, combinés aux facteurs économiques et aux catastrophes naturelles induites par le changement climatique, et aux pratiques traditionnelles - y compris le mariage des enfants et le travail des enfants - incitent les filles, les garçons, les jeunes femmes et les jeunes hommes à quitter leur pays d'origine. Les enfants en déplacement comprennent ceux qui sont séparés de leurs parents ou de leurs tuteurs, et souvent exposés à un risque accru d'abus, de violence, et de l'exploitation et ne bénéficient pas de la protection appropriée au mieux de leurs intérêts. Les filles et les jeunes femmes, ainsi que les garçons et les jeunes hommes, sont exposés à la torture et à la violence sexuelle, ainsi qu'à d'autres formes de violence et de graves violations des droits humains, tant sur le chemin de l'exode que dans les pays de destination. Ceux qui choisissent de mettre fin à leur voyage et de rentrer dans leur pays d'origine sont souvent confrontés à la stigmatisation et à d'autres abus, et n'ont généralement pas accès à des conseils adéquats ni à la protection appropriée pour les aider à faire face à la détresse résultant de leur expérience vécue. En outre, ils ont souvent du mal à rentrer en raison du manque de possibilités d'éducation, de qualifications, de compétences professionnelles et d'options d'emploi.

Le contexte politique et économique difficile dans la région[7] a également un impact sur la réalisation des droits de l'enfant. Les taux de mortalité et de natalité sont élevés et l'extrême pauvreté est en hausse (six pays sur 10 classés parmi les plus bas dans l'indice de développement humain se trouvent dans la région[8]). L'Afrique de l'Ouest a une population très jeune avec un accès limité au travail formel et des opportunités d'apprentissage dans des zones où les indicateurs de développement humain sont très faibles, et les enfants sont perçus à la fois comme un «atout» incontournable pour la famille et une source potentielle de revenus grâce au travail domestique, à l'agriculture et à d'autres activités. La migration des enfants est souvent considérée comme une stratégie de survie pour l'atténuation des risques et souvent comme le dernier espoir d'améliorer les opportunités économiques ou d'échapper au recrutement forcé. Les enfants recrutés par des groupes armés sont généralement enlevés, séparés de leur famille et de leur communauté et transportés vers d'autres régions ou pays. En Afrique de l'Ouest, ce problème touche principalement le Mali, en raison des groupes actifs armés dans le nord, et le Nigéria, en raison de l'insurrection de Boko Haram.

Les enfants sont recrutés par des groupes armés pour préparer de la nourriture, comme messagers, en action aux postes de contrôle et comme espions. Les filles sont souvent victimes de violences sexuelles.

Enfin, une crise au sein d'une crise, le COVID-19 a exacerbé les risques encourus par les enfants et nourri les aspirations parmi beaucoup d'autres à participer aux déplacements irréguliers vers l'Europe par la route de la Méditerranée occidentale. La perte de revenu, et en particulier due à la perte d'emploi, est plus fréquemment signalée au HCR comme motivation par les PDI et les réfugiés avec enfants; et les enfants sont les plus fréquemment affectés par le manque de produits de base. L'accès à l'éducation a été également profondément affecté par la crise du COVID-19.[9]

Alors que le HCR et d'autres organisations ont intensifié leurs programmes de collaboration et de protection dans les principaux pays de transit, de destination et de retour, de nombreux défis et lacunes subsistent. Cela inclut le manque des ressources suffisantes et d'un personnel en nombre adéquat à la fois pour fournir des services directs

© UNHCR/Rahima Gambo

Des étudiants lors d'une assemblée matinale au nord-est du Nigeria (bassin du lac Tchad).

et pour travailler au renforcement des systèmes nationaux de protection et de couverture sociale afin de garantir des services durables à ceux qui rentrent chez eux, à ceux qui restent dans les pays de transit / d'asile, ainsi qu'à ceux qui envisagent d'entreprendre des voyages périlleux à travers les frontières.

Réponse du HCR: projet VIVRE, APPRENDRE & PARTICIPER

Pour combler les lacunes importantes en matière de protection et d'assistance, l'ONU-HCR lance un appel interrégional de trois ans pour étendre et renforcer sa protection pour les enfants et les jeunes dans le cadre du projet Live, Learn&Participate (LLP) (Vivre, apprendre et participer) en Afrique centrale et de l'Ouest (2021-2023).

Le programme LLP ciblera spécifiquement les enfants et les jeunes à risque en situation de déplacement au Tchad, en Côte d'Ivoire et au Mali, y compris les enfants rapatriés, ceux qui vivent en tant que réfugiés ou demandeurs d'asile dans les trois pays et ceux qui transitent par ces pays. De plus, il y a une forte composante de coordination interrégionale incluse dans cet appel pour renforcer et étayer les programmes mixtes globaux de mouvement et de protection de l'enfant dans toute la région de l'Afrique centrale et de l'Ouest, tout en étoffant les capacités et en développant des stratégies pour la protection de l'enfance et les initiatives pilotées par les jeunes eux-mêmes.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX DU PROJET

Bien que les interventions varient selon les pays, cette initiative triennale est divisée en cinq objectifs de protection clés:

1. Protection des enfants et des jeunes renforcée contre les risques associés à la poursuite de la mobilité;
2. Renforcement des structures alternatives de prise en charge et de soutien pour les enfants et les jeunes;
3. Amélioration de l'accès des enfants et des jeunes à l'éducation, à la formation professionnelle et aux moyens de subsistance;
4. Accès renforcé à la recherche et au regroupement familial et à d'autres solutions durables;
5. Renforcement de la coordination aux niveaux régional et national pour de meilleurs résultats pour les enfants et les jeunes.

Les investissements dans les activités ci-dessus contribueront positivement à la fois à réduire le risque de mouvements secondaires irréguliers et à accompagner les risques de protection - en particulier pour les enfants et les jeunes les plus à risque - tout en soutenant la réintégration des enfants rentrant dans leur pays d'origine ou dans leur ancien pays d'asile et en s'appuyant sur les structures nationales de soutien existantes.

La protection communautaire des enfants et la participation des enfants feront partie intégrante du projet. L'élaboration détaillée du projet au cours des deuxième et troisième années impliquera de plus en plus les enfants, les jeunes, leurs parents et la communauté élargie. Les enfants, les jeunes et leurs communautés seront également impliqués dans le suivi et l'évaluation du projet.

Une réfugiée de dix ans suit les instructions de son professeur dans le camp de réfugiés de Djabal dans l'est du Tchad.

© UNHCR/Sylvain Cherkaoui

ASSURER UN CHANGEMENT DURABLE

Cet appel triennal visera non seulement à renforcer les systèmes nationaux de protection de l'enfance pendant toute la durée du projet, mais également à adouber durablement ces mêmes systèmes afin d'assurer un soutien continu aux enfants une fois le projet achevé. L'appui comprendra l'apport de ressources et d'infrastructures clés, y compris du matériel informatique pour consolider l'enregistrement des naissances, la réhabilitation des salles de classe et des espaces adaptés aux enfants et la formation du personnel national de protection de l'enfance. Le HCR et ses partenaires veilleront également à renforcer le plaidoyer là où l'accès aux systèmes nationaux de protection de l'enfance est limité pour les enfants concernés par le HCR (réfugiés, demandeurs d'asile, déplacés internes, enfants apatrides).

De même, la formation des organisations de la société civile et des mécanismes communautaires de protection de l'enfance contribuera à la durabilité des services de prévention et d'intervention pour les enfants, leurs familles et les jeunes. Le projet sera supervisé, suivi et soutenu par le Bureau régional du HCR pour l'Afrique centrale et de l'Ouest avec la contribution et le soutien clés de l'Envoyé spécial du HCR pour la situation en Méditerranée centrale. Les enfants et les jeunes bénéficiant du projet fourniront un feedback et une supervision continue pour aider à la fois à la conception et à la mise en œuvre du programme.

Tandis que le Tchad, la Côte d'Ivoire et le Mali se concentreront sur les services de prévention et d'intervention pour les enfants déplacés, dans le cadre de cet appel, le Bureau régional soutiendra également d'autres pays de la région pour relever les défis et les risques encourus par les enfants. Le Burkina Faso, le Cameroun et le Nigéria connaissent d'importants problèmes de protection pour les enfants et les jeunes en déplacement et ceux qui risquent de partir, la situation étant aggravée par le conflit et l'instabilité en cours. Dans le même temps, des pays comme le Sénégal, le Ghana, le Libéria, la Gambie et le Niger ne sont pas en mesure de répondre aux besoins de manière adéquate en raison de la faiblesse des systèmes nationaux, du manque d'acteurs efficaces sur la scène de la protection de l'enfance et des ressources limitées.

Les mécanismes de coordination seront également renforcés dans toute la région et entre les différents acteurs et protagonistes. Le Bureau régional, conformément au Cadre stratégique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour le renforcement des systèmes nationaux de protection de l'enfance pour prévenir et répondre à la violence, aux abus et à l'exploitation dont sont victimes les enfants en Afrique de l'Ouest, renforcera la coordination entre le HCR, l'UNICEF et l'OIM dans ce domaine précis. Les connaissances et les compétences du personnel du HCR, des partenaires et des vis-à-vis au sein du gouvernement national seront développées grâce à des initiatives de formation conjointes. Des efforts interinstitutionnels seront mis en place et renforcés pour l'identification des enfants et des jeunes à risque afin d'améliorer l'apport de réponses de protection, y compris une gestion complète des cas, du traitement en temps opportun et des liens vers des opportunités de solutions durables pour les enfants et les jeunes transitant par-delà les frontières.

INTERVENTIONS CIBLÉES DE SOUTIEN ET DE MISE À NIVEAU: TCHAD, COTE D'IVOIRE & MALI

SOUS LE FEU DES PROJECTEURS: LE TCHAD

Situé au centre du continent africain, le Tchad est à la fois un pays d'origine, une zone de transit, ainsi qu'un pays d'asile et de destination pour des milliers d'enfants et de jeunes d'origines différentes. La détérioration de la situation socio-économique ces dernières années, les conflits et l'insécurité alimentaire au Tchad et dans les pays voisins ont conduit à des déplacements récurrents de personnes depuis et vers le Tchad. Cette situation a été encore exacerbée par la pandémie COVID-19, qui a affecté l'accès à la protection, aux moyens de subsistance et à l'éducation des enfants et des jeunes.

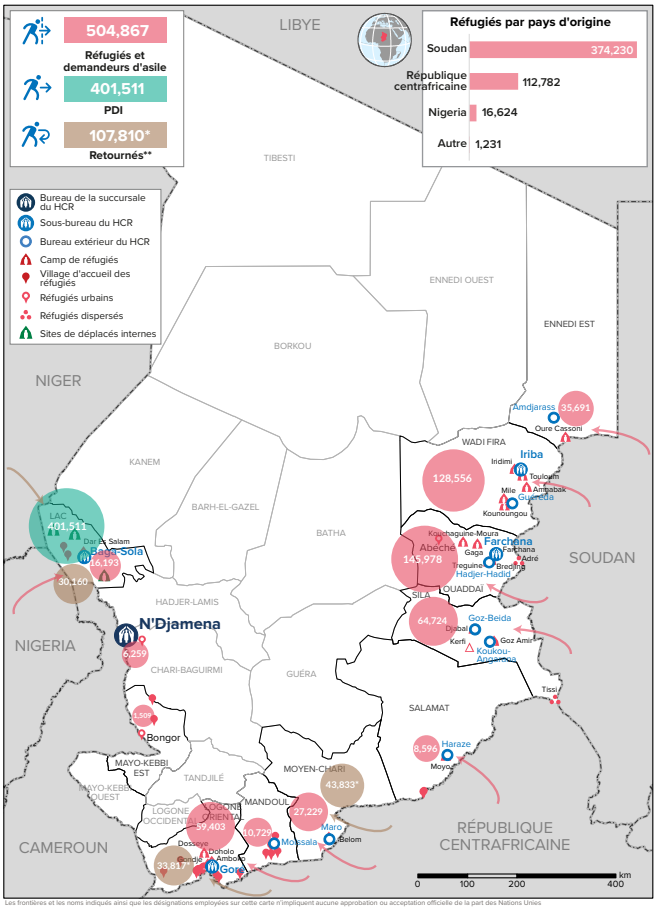
En Avril 2021, le HCR et la CNARR (Commission nationale pour l'accueil et la réintégration des réfugiés et des rapatriés) ont enregistré presque 505,000 réfugiés et demandeurs d'asile, principalement originaires du Soudan, de la République centrafricaine et du Nigeria. 52% de cette population est composée d'enfants dont 73% ont moins de 12 ans. Les activités de protection de l'enfance ont conduit à l'identification de 2,500 enfants non accompagnés et séparés (UASC). La mise en œuvre de procédures d'intérêt supérieur pour la gestion des cas et l'apport d'un soutien approprié à tous ces enfants demeurent un défi de taille. En outre, le Tchad accueille également plus de 401,000 PDI liées au conflit dans le bassin du lac Tchad.

Selon un rapport du HCR[10] sur les mouvements mixtes au Tchad, le déplacement de populations à l'intérieur du Tchad peut être classé comme un mélange de mouvements forcés - liés soit à des conflits armés - et de mouvements volontaires- liés à des facteurs économiques. Parmi les 24,125personnes en déplacement interrogées à travers le Tchad, les enfants (jusqu'à 17 ans) et les jeunes (15 à 24 ans) représentaient 4,091 personnes, soit 17% des individus. Le contexte économique et les contraintes locales rendent difficile le suivi régulier et systématique. Les enfants des communautés d'accueil ainsi que les enfants migrants et réfugiés risquent d'être soumis au travail forcé dans le secteur agricole ou de mendier dans les rues des zones urbaines. Beaucoup sont exploités sexuellement et risquent d'être victimes de la traite des enfants.

Le projet Vivre, Apprendre et Participer au Tchad bénéficiera à jusqu'à 25,000 enfants et jeunes sur trois ans.

TCHAD: Situation des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et rapatriés

Au 30 Novembre 2020



Les frontières et les noms indiqués ainsi que les désignations employées sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part des Nations Unies

* Retournés dans le Sud: dernière évaluation en novembre 2019 (OIM-DTM) / ** Retournés: Tchadiens de retour de l'étranger, à risque d'apatridie

ACTIVITÉS CLÉS PAR OBJECTIF:

Protection renforcée des enfants et des jeunes contre les risques associés à la poursuite du déplacement:

- Mener des activités de sensibilisation à grande échelle par le biais de campagnes d'information, d'éducation et d'information culturellement adaptées pour les enfants et les jeunes - ainsi que leurs familles, leurs tuteurs et leurs communautés - pour leur faire comprendre les risques de la poursuite du déplacement;
- Travailler avec les autorités nationales (Ministères de l'Action Sociale, Département de la Petite Enfance, Justice, etc.) et les partenaires, pour intensifier l'identification et l'évaluation des enfants non accompagnés et à risque dans des lieux clés et 74 points d'entrée pour garantir des interventions précoces, cohérentes et complètes.

Des réfugiés centrafricains et des enfants tchadiens de la communauté hôte jouent au football contre d'autres jeunes réfugiés centrafricains dans le site de réfugiés de Dosseye, au sud du Tchad.

© UNHCR/Olivier Laban-Mattei

Renforcement des structures alternatives de prise en charge et de soutien pour les enfants et les jeunes:

- Renforcer l'identification, la formation et le suivi des familles d'accueil afin que davantage d'enfants non accompagnés puissent bénéficier d'une prise en charge familiale de haute qualité;
- Accroître le soutien global en espèces et la disponibilité d'opportunités génératrices de revenus pour les familles qui accueillent des enfants à risque afin de garantir que les besoins fondamentaux de la famille et de l'enfant sont dument satisfaits.

Amélioration de l'accès des enfants et des jeunes à l'éducation, à la formation professionnelle et aux moyens de subsistance:

- Construction et réhabilitation d'espaces adaptés aux enfants pour améliorer la pratique des activités sportives à caractère éducatif, et de développement;
- Soutenir les activités de subsistance pilotées par les jeunes pour les jeunes entrepreneurs et veiller à ce qu'une formation professionnelle basée sur les règles du marché soit disponible pour les jeunes âgés de 18 à 24 ans, un groupe clé à risque de déplacements irréguliers et de recrutement forcé;
- Soutenir les initiatives d'éducation à distance et fournir du matériel adéquat aux enfants dans le besoin (par exemple des radios solaires).

Renforcement de l'accès à la recherche et au regroupement familial et à d'autres solutions durables:

- Travailler en étroite collaboration avec le CICR et la Croix-Rouge tchadienne pour étendre le champ des services de recherche des familles en améliorant les services de proximité et de traçage téléphonique et numérique dans les camps et les sites d'accueil;
- Accroître l'accès au regroupement familial de pays tiers fondé sur les droits ainsi qu'à la réinstallation grâce à un profilage amélioré des enfants et des jeunes à risque les plus vulnérables.

Renforcement de la coordination régionale et nationale, conduisant à de meilleurs résultats pour les enfants et les jeunes:

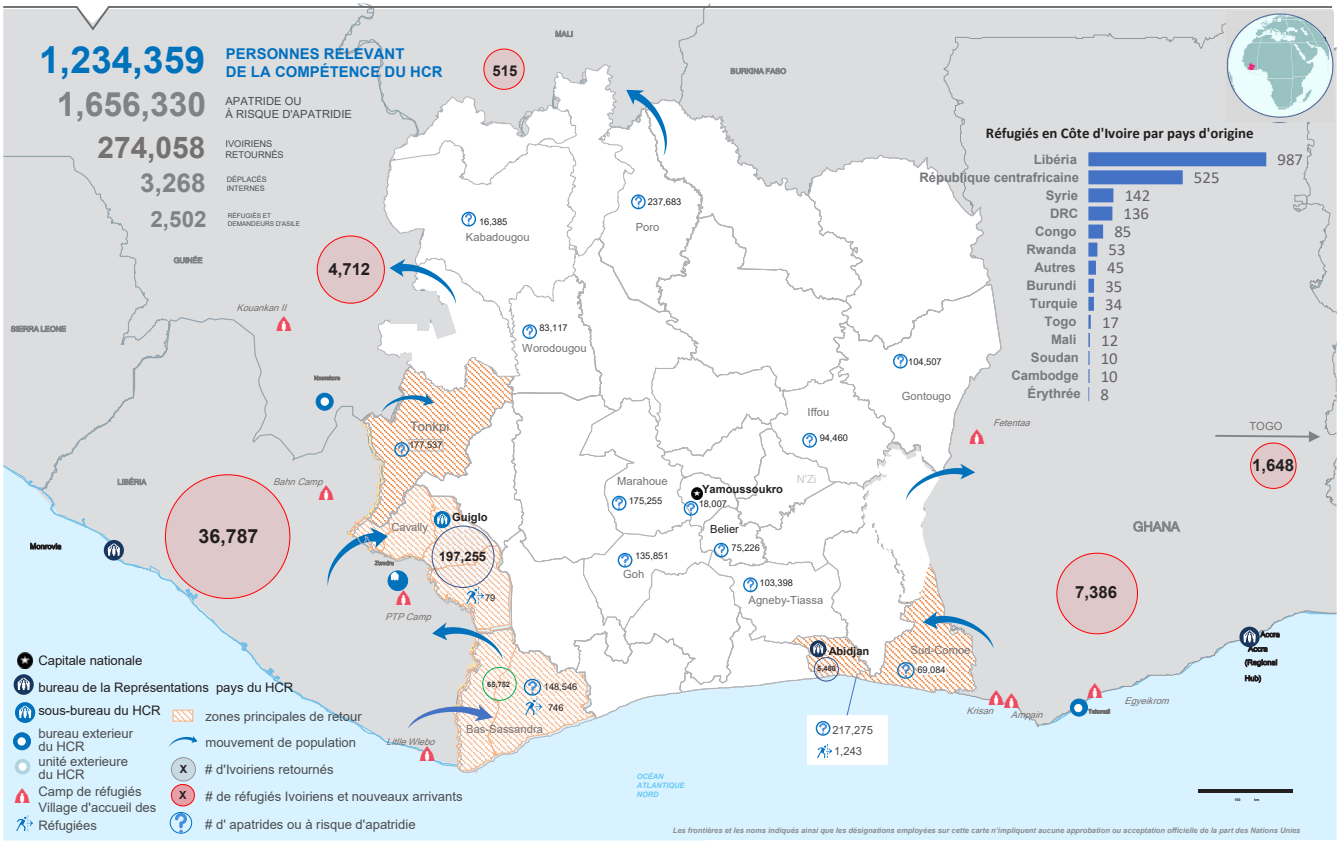
- Améliorer le dépistage, identification et la réponse par le renforcement des capacités du gouvernement et des partenaires de la Croix-Rouge tchadienne opérant aux 74 points d'entrée frontaliers du Tchad;
- Opérationnaliser les mécanismes interinstitutionnels d'orientation et de gestion des cas entre les différentes agences pour garantir de meilleurs résultats pour les enfants à risque.

Espaces adaptés aux enfants et aux jeunes au Tchad

Les déplacements continus et les déficits de financement ont entraîné un manque d'espaces sécuritaires adéquats pour permettre aux enfants et aux jeunes de se rencontrer, d'interagir et de participer à des activités récréatives. En conséquence, de nombreux enfants et jeunes de l'est et du sud du Tchad passent leur temps à ne rien faire, ce qui a un impact significatif sur leur développement, leur protection et leur bien-être. La construction d'espaces supplémentaires adaptés aux enfants pour répondre aux besoins d'une population croissante d'enfants et la réhabilitation de ceux qui sont tombés en ruine apporteront non seulement une contribution positive au développement des enfants et des jeunes, mais serviront également un centre pour identifier les enfants à risque et les enfants déplacés ou risquant de le devenir et pour garantir la fourniture d'un soutien approprié.

Côte d'Ivoire: Carte des personnes concernées

au 15 Mars 2021



SOUS LE FEU DES PROJECTEURS: LA CÔTE D'IVOIRE

Située sur la côte ouest du continent africain, la Côte d'Ivoire abrite une population de réfugiés, de rapatriés et de demandeurs d'asile. Les Ivoiriens comptent en outre parmi les cinq premières nationalités d'Afrique de l'Ouest et centrale à la recherche de protection ou de bien-être dans l'Union européenne, souvent après avoir entrepris des voyages irréguliers et risqués par voie maritime. Selon Eurostat, 6,480 Ivoiriens ont demandé asile en Europe en 2020[11]. Un certain nombre de mesures ont été prises par le gouvernement de Côte d'Ivoire pour moderniser les services essentiels et les institutions, y compris les nouvelles lois adoptées pour réformer le système de l'état civil, le système de justice pénale et certains aspects du droit de la famille, qui sont venues étayer les efforts en cours pour réduire l'apatridie.

En Mars 2021, la Côte d'Ivoire a accueilli plus de 2,500 réfugiés et demandeurs d'asile. Il y avait également près de 1,66 million de personnes à risque d'apatridie, tandis que le retour volontaire des réfugiés se poursuit. En Côte d'Ivoire, les rapatriés, les réfugiés et les demandeurs d'asile sont confrontés à des défis d'intégration età des risques de protection additionnels. Pour les enfants de retour, comme la violence sexiste, y compris les pratiques traditionnelles néfastes, le manque d'accès à l'éducation, le travail des enfants, le manque de soutien psychosocial et les services de gestion de cas limités ou absents. Les rapatriés, par exemple, ont du mal à reprendre possession de leurs anciens biens et à accéder aux documents d'état civil, laissant les enfants particulièrement vulnérables à l'exploitation et les jeunes sans accès à un développement et à un travail ultérieur. Des risques de détention ou de refoulement sont présents pour les demandeurs d'asile à la frontière, y compris les enfants et les jeunes en déplacement. L'incapacité de retrouver leurs familles / parents, les mauvais traitements et la violence de la part des membres de la famille qui ont peut-être financé leur voyage, le manque de protection sociale, de possibilités d'éducation et de développement des compétences, ainsi que les problèmes de moyens de subsistance sont les défis auxquels sont fréquemment confrontés les rapatriés, réfugiés et demandeurs d'asile.

Dans le même temps, en tant que pays de destination dans la région de l'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire a connu une évolution des tendances migratoires. Selon les estimations du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UN DESA)[12], le nombre total demigrants âgés de 0 à 24 mois en Côte d'Ivoire a atteint 684,857 en 2019. Il faut également noter que 7 enfants sur 10, âgés de 5 à 17 ans, sont économiquement actifs en Côte d'Ivoire. Le secteur agricole emploie à lui seul 71% de ces enfants. Les enfants employés dans les plantations de cacao et de café, les mines de minéraux et

Des jeunes ivoiriens posent pour une photo en attendant que leurs effets personnels soient étiquetés et chargés dans un camion à la veille de leur rapatriement volontaire en Côte d'Ivoire.

© UNHCR/David Azia

autres champs, travaillent de longues heures, également la nuit, transportent de lourdes charges, manipulent des produits agrochimiques ou défrichent les champs avec des outils tranchants.[13] Dans les seuls champs de cacao, on estime que 300,000 à 1 million d'enfants travaillent dans des conditions considérées comme l'une des pires formes de travail des enfants.[14] Dans les zones urbaines, les filles sont souvent employées comme domestiques sous-rémunérées et les garçons dans la menuiserie ou comme chauffeurs de taxi. Une préoccupation supplémentaire pour la Côte d'Ivoire est la prévalence de la prostitution des enfants due à la pauvreté. L'enquête de DESA a montré que c'est souvent la prostitution de survie qui permet aux enfants d'âge scolaire de couvrir leurs frais de scolarité ou d'obtenir de bonnes notes.

Ce projet de trois ans aura un impact positif sur les conditions de vie et de développement d'au moins 15,000 enfants et jeunes en Côte d'Ivoire.

ACTIVITÉS CLÉS PAR OBJECTIF:

Renforcement de la protection des enfants et des jeunes contre les risques associés à la poursuite du déplacement:

- Les évaluations, consultations et cartographies multisectorielles conduiront à une meilleure compréhension de l'ampleur, des caractéristiques et des tendances actuelles de la protection de l'enfance et des risques pour les jeunes parmi les réfugiés, les demandeurs d'asile, les rapatriés et les apatrides, ainsi que les flux mixtes circulant à travers la Côte d'Ivoire;
- Collaboration accrue avec les autorités (en particulier les forces de l'ordre et les travailleurs sociaux du gouvernement) pour améliorer les réponses adaptées aux enfants en première ligne et les mécanismes d'identification.

Renforcement des structures alternatives de prise en charge et de soutien pour les enfants et les jeunes:

- Former le clergé, les leaders culturels et les travailleurs para-sociaux sur les bonnes pratiques de placement familial avec un soutien communautaire amélioré pour identifier les familles d'accueil;

Amélioration de l'accès à l'éducation, à la formation professionnelle et aux moyens de subsistance:

- Fournir un soutien financier et matériel ainsi que des opportunités d'emploi aux jeunes en Côte d'Ivoire en transition vers l'âge adulte;
- Soutenir les projets mis en œuvre par des jeunes tels que des programmes radiophoniques qui sensibilisent aux programmes disponibles et à des sujets importants comme la violence sexiste, la violence contre les enfants et les déplacements de populations;
- Faciliter l'accès à l'éducation pour les rapatriés et soutenir/créer des initiatives d'éducation à distance, le cas échéant.

Renforcement de l'accès à la recherche des familles et au regroupement familial et autres solutions durables:

- Soutenir l'identification, la documentation et la réintégration des enfants ivoiriens de retour dans leur famille après leur retour de voyages migratoires;
- Renforcer les services à travers les organismes et les partenaires gouvernementaux pour mieux retrouver les familles et, une fois celles-ci localisées, y réintégrer les enfants ivoiriens revenant de voyages migratoires afin de les dissuader à la fois de repartir et d'exercer une quelconque activité lié au travail des enfants.

Renforcement de la coordination au niveau régional et national, conduisant à de meilleurs résultats pour les enfants et les jeunes:

- Opérationnaliser les mécanismes d'orientation, de gestion des cas et de suivi inter-institutionnels afin d'obtenir de meilleurs résultats pour toutes les catégories d'enfants (réfugiés, demandeurs d'asile, rapatriés et migrants) en Côte d'Ivoire.

SOUS LE FEU DES PROJECTEURS: LE MALI

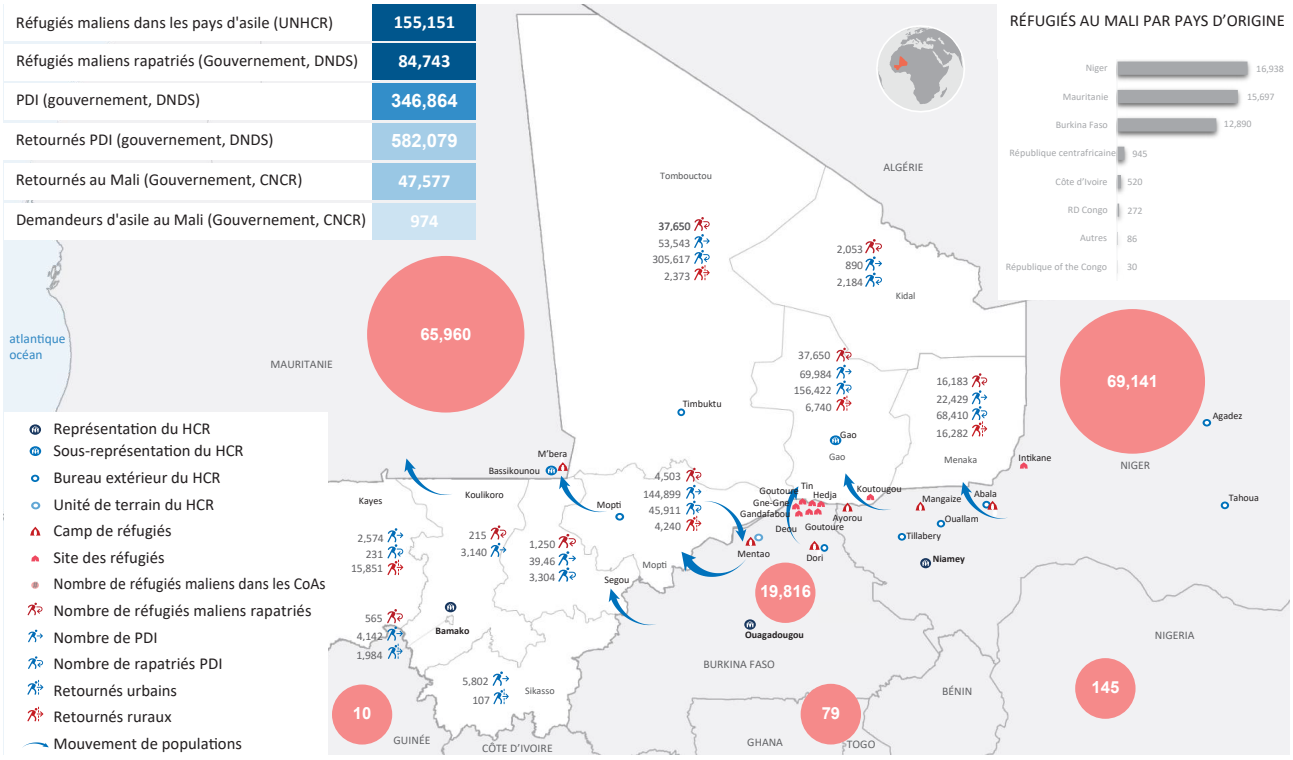
Situé dans la région instable du Sahel en Afrique de l'Ouest, le Mali a vu la situation humanitaire s'aggraver rapidement depuis 2019. Les attaques armées se sont propagées du nord au centre du pays, ainsi qu'aux frontières du Burkina Faso et du Niger, et ont provoqué des déplacements de population des deux côtés. La situation dans le centre du pays a également déclenché des conflits intercommunautaires, la création de milices d'autodéfense par les communautés en conflit posant de graves menaces à la fois aux autorités de l'État et aux populations civiles. En tant que zone de mobilité, de brassage et d'intégration de populations d'origines diverses (réfugiés et autres personnes sous mandat du HCR), le Mali joue un rôle important en tant que pays d'origine, de transit et d'accueil des personnes en déplacement vers l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Nord et l'Europe.

En tant que pays d'asile, au 28 Février 2021, le Mali avait accueilli plus de 48,000 demandeurs d'asile et refugies du Burkina Faso, du Niger et de la Mauritanie, dont 60% d'enfants. Une augmentation significative de la population de réfugiés a été notée ces derniers mois, principalement dans les zones frontalières du nord et du centre du Mali, suite à la détérioration de la situation sécuritaire au Burkina Faso et au Niger voisins. Ces arrivées de réfugiés ont été accompagnées de mouvements de retour transfrontaliers d'anciens réfugiés maliens, portant le nombre d'anciens réfugiés maliens rentrés dans leur pays d'origine à près de 85,000.[15] Parmi les rapatriés, 63% sont des enfants dont 489 sont des enfants non accompagnés et ayant besoin d'une aide à l'intégration spécialisée pour les aider à retrouver leurs parents ou tuteurs légaux, ainsi qu'à assurer leur bien-être avant, pendant et après le regroupement. Le conflit dans le centre et le nord du Mali entraîne également des déplacements internes, avec près de 350,000 personnes déplacées à l'intérieur du pays. Alors que les enfants et les jeunes des mouvements mixtes reçoivent une assistance du gouvernement du Mali, de nombreux autres jeunes n'ont pas accès à ces projets d'intégration en raison de plusieurs facteurs (problèmes d'identification des besoins individuels, éloignement des localités de retour, accent sur l'assistance de groupe, etc.) et se retrouvent jetés de nouveau sur les routes migratoires à la recherche d'opportunités. Le Mali est également confronté à l'expulsion de ses ressortissants et de ceux d'autres nationalités ouest-africaines, notamment d'Algérie et de Libye. Selon le Mécanisme de Prévention des Incidents et de Réponse en place entre le HCR en Algérie, Niger et Mali, il y a eu en 2020, 22,631 expulsions signalées d'Algérie vers le Niger et le Mali.

Les personnes relevant de la compétence du HCR, qui traversent ou partent du Mali, risquent leur vie et leur intégrité physique sur les itinéraires de mouvement mixtes. Dans le centre et le nord du Mali, où l'accès humanitaire est entravé et la présence gouvernementale limitée, les personnes en déplacement et les individus expulsés sont

Mali: Situation des réfugiés, des personnes déplacées et des rapatriés

au 31 janvier 2021



exposés à un risque important de violations de leurs droits humains par des groupes et forces armés (violences sexuelles, extorsion, traite et trafic d'êtres humains, perte et / ou manque de documents civils). Les routes de la Méditerranée centrale sont également sous le contrôle de réseaux de contrebande organisés de la capitale vers les régions frontalières du nord du pays. Les enfants non accompagnés ou orphelins sont particulièrement vulnérables à la traite et à d'autres formes d'exploitation, y compris l'exploitation sexuelle, la mendicité forcée, le colportage de marchandises dans les rues et d'autres travaux des enfants, y compris les pires formes de travail des enfants.

Des groupes armés trafiquent également des enfants pour le travail dans les mines d'or, utilisant les bénéfices pour enrichir les combattants, alimenter le commerce des armes et financer la violence. Des «taxes» extorquées sont également imposées aux adultes opérant dans ces mines d'or. Alors que les écoles restent fermées en raison du conflit, de l'insécurité, du COVID-19 ou des grèves des enseignants, les enfants sont également poussés vers des mines d'or informelles, en particulier à Gao et Kidal où de nombreuses zones sont contrôlées par des groupes armés.

Des évaluations rapides de la protection de l'enfance ont révélé qu'environ 6,000 enfants, des garçons de manière disproportionnée, travaillaient dans huit sites miniers du pays. Ils sont exposés aux pires formes de travail des enfants, d'exploitation économique et d'abus physiques, sexuels et psychologiques.[16]

Le projet « Vivre, Apprendre et Participer » au Mali bénéficiera à au moins 12,000 enfants et jeunes sur trois ans.

© UNHCR/Leandro Andres Salazar-Lievano

Une fille malienne déplacée à l'intérieur du pays suit des cours sur sa radio solaire, offerte par le HCR pour faciliter l'apprentissage à distance pendant le COVID-19.

ACTIVITÉS CLÉS PAR OBJECTIF:

Renforcement de la protection des enfants et des jeunes contre les risques associés à la poursuite du mouvement:

- Cartographier minutieusement les principaux problèmes de protection des enfants dans les différentes régions du pays afin de planifier une réponse globale;
- Grâce à une unité de protection de l'enfance nouvellement créée au HCR au Mali, impliquer davantage le gouvernement et d'autres organismes et développer une stratégie sur la manière de mieux répondre aux problèmes des enfants dans les flux mixtes au Mali.

Renforcement des structures alternatives de prise en charge et de soutien pour les enfants et les jeunes:

- Développer un système de placement familial dirigé par la communauté pour les enfants réfugiés et maliens dans les zones urbains et les plus éloignés;
- Améliorer les systèmes de gestion des cas pour les enfants jugés à haut risque, c'est-à-dire les enfants handicapés, les enfants non accompagnés, les enfants victimes de la traite et les survivants de la violence sexiste.

Leadership des enfants et des jeunes au Mali

Les enfants et les jeunes ne sont pas seulement des bénéficiaires de services, mais ont le droit de faire partie et de piloter des processus qui font progresser leurs droits. En tant que tel, le projet se concentrera sur l'identification des enfants et des jeunes préoccupés par la communauté dans les zones urbaines et du nord du Mali, en fournissant une formation sur le leadership, en les engageant à évaluer les besoins spécifiques des enfants et des jeunes en matière de connexion et de communication, en développant et en mettant en œuvre une stratégie de communication pilotée par les jeunes, et en établissement de liens avec les partenaires financiers et le projet d'intégration.

Amélioration de l'accès des enfants et des jeunes à l'éducation, à la formation professionnelle et aux moyens de subsistance:

- Améliorer les opportunités d'éducation formelle et informelle pour les enfants et les jeunes déplacés dans tout le pays;
- Créer des opportunités de leadership et de communication pour les jeunes en menant des évaluations de la connectivité et de la communication impliquant les enfants et les jeunes, en renforçant les capacités des jeunes en matière de leadership et d'autonomisation, et en concevant et en mettant en œuvre une stratégie de communication avec les communautés et avec les jeunes en priorité.

Accès renforcé à la recherche et au regroupement familial et à d'autres solutions durables:

- Les services de recherche et de réintégration des enfants maliens doivent être améliorés, tant pour les enfants maliens de retour des routes migratoires afin d'assurer leur réintégration rapide, que pour les enfants maliens déplacés à l'intérieur du pays et les enfants réfugiés / demandeurs d'asile.

La coordination au niveau régional et national est renforcée, conduisant à de meilleurs résultats pour les enfants et les jeunes:

- Le personnel du HCR chargé de la protection de l'enfance assurera une présence plus permanente et plus visible dans les structures et forums nationaux relatifs à la protection de l'enfant et aux droits de l'enfant afin d'assurer un plaidoyer continu pour toutes les catégories d'enfants au Mali.

REGIONAL LLP BUDGET (2021–2023)

Pays	Budget (USD)
Tchad	6,970,949
Côte d'Ivoire	5,702,313
Mali	6,299,285
Composante régionale - Bureau régional de Dakar et coordination générale	1,235,400
TOTAL	**20,207,947**

No.	Description	Budget (USD)
1	Protection des enfants et des jeunes renforcée contre les risques associés à la poursuite du mouvement	6,198,145
2	Renforcement des structures alternatives de prise en charge et de soutien pour les enfants et les jeunes	3,698,191
3	Amélioration de l'accès des enfants et des jeunes à l'éducation, à la formation professionnelle et aux moyens de subsistance	8,477,487
4	Renforcement de l'accès à la recherche et réunification des familles et des autres solutions durables	1,531,673
5	La coordination régionale et nationale est renforcée, ce qui conduit à de meilleurs résultats pour les enfants et les jeunes	302,460
TOTAL		**20,207,947**

ENDNOTES

1. Sur la base des données d'enquête 4Mi en 2018 et 2019, ainsi que d'autres sources ouvertes. Voir UNHCR et MMC, Pendant ce voyage, personne ne se soucie de savoir si vous vivez ou mourez, Juillet 2020, https://www.unhcr.org/protection/operations/5f2129fb4/journey-cares-live-die-abuse-protection-justice-along-routes-east-west.html.

2. Tableau de bord de suivi de la protection du HCR Project 21: https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiNzc4Y2M0YjItZTA5Mi00MzI3LTIjOTItNDRmNzNkMTk3N2QyIiwidCI6ImU1YzM3OTgxLTY2NjQtNDEzNC04YTBjLTY1NDNkMmFmODBiZSIsImMiOjh9.

3. Rapport Global Protection Cluster: AFTERSHOCK. Abus, exploitation et traite des êtres humains à la suite du COVID-19, p. 6, disponible sur Global: https://www.globalprotectioncluster.org/wp-content/uploads/Global-Protection-Update_191120.pdf?utm_source=Test&utm_campaign=1206f25469-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_21_12_50_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_31b0ba1067-1206f25469-.

4. Ibid.

5. Y compris 1.44 million de réfugiés, 6.75 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), 1.66million de personnes à risque d'apatridie, 1,28million de rapatriés et 142,000 autres personnes préoccupantes (au Février 2021)

6. Par exemple, voir le rapport 2018 de Sauvez les Enfants, Jeunes en mouvement en Afrique de l'Ouest, disponible à l'adresse https://resourcecentre.savethechildren.net/node/14327/pdf/055_young-and-on-the-move.pdf.pdf et 2018 Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant intitulé Cartographier les enfants en mouvement en Afrique, disponible sur https://www.acerwc.africa/wp-content/uploads/2019/03/ACERWC_Study-Mapping-Children-on-the-Move-within-Africa-Nov2018-_A4_Website-version.pdf

7. Les enfants non accompagnés et accompagnés d'Afrique oxidentale en route vers l'Afrique du Nord et l'Europe sont souvent invisibles lors de leur transit par le Niger et le Mali, en route vers le Maroc, la Mauritanie, l'Algérie et la Libye. En tant que tel, le nombre d'enfants migrants non accompagnés le long de ces itinéraires est inconnu, avec seulement des données fragmentées disponibles

8. These countries include Niger, Chad, Central African Republic, Mali, Burkina Faso and Sierra Leone. See United Nations Development Index (HDI) 2020 report available at: http://hdr.undp.org/en/content/latest-human-development-index-ranking

9. Selon un rapport interne du HCR, 7,4 millions sont d'âge scolaire. Leur accès à l'éducation est limité, 4 millions d'entre eux n'étant pas en mesure d'aller à l'école. Quelque 164,5000 enfants et jeunes réfugiés (PoC) qui étaient à l'école dans 29 pays avant la pandémie ne sont actuellement pas scolarisés en raison de fermetures. Comme indiqué dans un récent rapport du HCR sur l'éducation pendant le COVID-19, «les prévisions post-verrouillage pour les filles réfugiées sont particulièrement sombres . En analysant les données du HCR sur la scolarisation, le Fonds Malala a estimé que la moitié de toutes les filles réfugiées scolarisées ne retourneront pas en classe après la réouverture [...] Dans les pays où le taux brut de scolarisation des filles réfugiées dans le secondaire était déjà inférieur à 10%, toutes les filles risquent d'abandonner définitivement. C'est une prédiction effrayante, qui aurait un impact sur les générations à venir. » HCR, Coming Together for Refugee Education Report, septembre 2020, pages. 5-6; https://www.unhcr.org/5f4f9a2b4

10. Rapport sur les migrations mixtes au Tchad, HCR et Altai Consulting, mars 2018

11. EuroStat statistiques disponibles sur https://ec.europa.eu/eurostat/web/main/data/database

12. Données UN DESA disponibles surr: https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimates19.asp et https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/data/UN_MigrantStockByAgeAndSex_2019.xlsx

13. Humanium, Children of Ivory Coast, https://www.humanium.org/en/ivory-coast/

14. Le rapport Tulane se concentre sur le travail des enfants dans l'industrie du cacao – FINAL REPORT 2013/14 (dol.gov), Child labour rising in Ghana and Ivory Coast's cocoa farms: Study | Child Rights News | Al Jazeera

15. Portail opérationnel des données du HCR, disponible à l'adresse: https://data2.unhcr.org/en/country/mli

16. Communiqué de presse mondial du HCR sur l'augmentation de la traite des enfants au Mali, disponible sur: https://www.unhcr.org/news/press/2020/12/5fc62ead4/trafique-d'enfants-mali-augmentant-le-conflit-covid-19.html

© UNHCR/Mark Henley

UNHCR
The UN Refugee Agency